Questions orales

● (1420)

Les déclarations maladroites et insensibles du secrétaire d'État ont inquiété et alarmé les Canadiens du fait que le parti libéral semble essayer de tirer un avantage politique de ces visites. Je demande au premier ministre de le nier et de contredire le secrétaire d'État.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Que je sache, monsieur le Président, pareilles instances n'ont été présentées ni à moi-même ni à mon bureau, mais je vais quand même m'informer. Je suis convaincu que Buckingham Palace ne me ferait jamais une demande pareille, car ces gens-là semblent connaître la Constitution mieux que le chef de l'opposition. Ils savent qu'un premier ministre en fonction ne peut pas s'engager à fixer la date d'élections qui pourraient fort bien avoir lieu après son départ. Quant au Vatican, je suppose que là aussi on y connaît bien la Constitution. Je ne peux donc rien garantir. Si le Vatican ou Buckingham Palace me posait la question, ma réponse serait exactement la même, mais j'ai la conviction qu'ils ne me la poseront pas.

* * *

LE REVENU NATIONAL

LA FORMATION DES VÉRIFICATEURS DU MINISTÈRE

M. Chris Speyer (Cambridge): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. On peut dire que la loi de l'impôt sur le revenu est la loi la plus complexe que le Parlement ait adoptée. L'une des principales critiques que le groupe d'étude a entendue de la part des comptables et des avocats, c'est que les vérificateurs de Revenu Canada ne sont pas en mesure d'accomplir leur travail parce qu'ils sont mal préparés. Ils montrent en fait bien souvent leur incompétence. Je voudrais lire au ministre un passage d'une lettre que j'ai reçue d'un vérificateur supérieur de Revenu Canada. Il me dit ceci:

La période de temps totale qui est consacrée à la formation est désespérément courte. Elle représente moins de 10 p. 100 de ce que les grands bureaux de comptables estiment nécessaire pour tenir leur personnel à la page.

Le ministre juge-t-il bien fondée la critique selon laquelle la formation fait défaut au ministère? Celle selon laquelle il faudrait un plus grand nombre de comptables agréés pour s'occuper de ces questions? Celle selon laquelle les vérificateurs supérieurs s'occupent des grandes entreprises et les moins expérimentés des petites? Le ministre se soucie-t-il de ces questions?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, le député termine sa question en me demandant si je suis préoccupé par cette critique. Évidemment, je suis très préoccupé par cette critique. Cependant, je dois lui rappeler qu'une de nos préoccupations premières, c'est justement d'apporter une attention particulière à la formation de notre personnel, et pas seulement des vérificateurs, mais de tout le personnel du ministère.

[Traduction]

LES RÉPONSES DONNÉES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS FAITES PAR TÉLÉPHONE

M. Chris Speyer (Cambridge): Monsieur le Président, le ministre n'est pas sans savoir que des millions de contribuables déposent en ce moment leur déclaration d'impôt. Il n'ignore

pas non plus que de nombreux contribuables ne recourent pas aux services de comptables. Ils téléphonent au bureau de district d'impôt. L'une des critiques fondées est que ceux qui répondent au téléphone ne savent pas de quoi ils parlent. Ils conseillent mal les contribuables. Le *Star* de Toronto signalait hier que 40 p. 100 des réponses données se sont révélées inexactes. Le ministre se rend-il compte que ceux qui conseillent les contribuables au téléphone sont, dans l'ensemble, incompétents parce qu'ils n'ont pas reçu suffisamment de formation, et que fait-il au juste pour remédier à cette situation?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, je ne suis pas d'accord sur la conclusion du député, à savoir que les gens qui répondent au téléphone sont incompétents. Je pense que ce fait n'est pas exact.

Je crois qu'il doit garder à l'esprit que lorsque des questions sont posées, il faut, à celui qui répond à la question, bien connaître tous les faits. Il est extrêmement difficile dans la plupart des cas, dans les cas particuliers ou dans des situations particulières, de bien connaître les faits.

Nous sommes préoccupés, au sein de mon ministère, par le fait qu'il y ait eu ce point-là, ce résultat. D'ailleurs, le député a pu lire les commentaires du directeur ou du superviseur de ce groupe particulier. Je peux l'assurer de nouveau et assurer encore la Chambre et les contribuables que, régulièrement, ce groupe qui répond aux renseignements demandés au téléphone par des contribuables fait l'objet d'une étude par les superviseurs, et qu'ils font une analyse du genre des questions qui leur sont posées et que, de façon régulière, ils acquièrent une meilleure expertise sur la façon la plus adéquate de répondre aux contribuables.

* * *

● (1425)

[Traduction]

LES FINANCES

LES TAUX HYPOTHÉCAIRES

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances et porte sur quelque chose qui intéresse des dizaines de milliers de Canadiens, soit la renégociation d'une hypothèque déjà en vigueur ou la négociation d'une nouvelle hypothèque dans le cas de ceux qui achètent une maison pour la première fois. Les Canadiens ont entendu dire cette semaine que, d'après le groupe Mortgage Bankers Association aux États-Unis, les taux hypothécaires atteindront bientôt 14 ou 15 p. 100 et ils savent déjà que, selon le ministre des Finances, les taux au Canada doivent suivre ou dépasser les taux hypothécaires aux États-Unis. Si le ministre négociait une hypothèque aujourd'hui, accepterait-il une hypothèque à un taux d'intérêt flottant, négocierait-il une hypothèque à court terme ou préférerait-il une hypothèque à long terme compte tenu de sa propre position à ce sujet?